

deux pays. La RFA a participé à Expo 86 et a présenté un pavillon impressionnant. Attirés principalement par l'exposition, sept groupes composés de parlementaires allemands ont visité le Canada, dont un dirigé par le vice-président du *Bundestag*. Du côté canadien, une délégation parlementaire s'est rendue en RFA au moment des élections fédérales de janvier 1987.

Les échanges bilatéraux ont progressé de façon spectaculaire au cours de la dernière décennie pour s'élever aujourd'hui à 4,7 milliards de dollars. La balance commerciale a toujours penché du côté de la RFA, celle-ci ayant enregistré un excédent de 2,1 milliards en 1986. Les exportations vers la République fédérale d'Allemagne se sont chiffrées à 1,26 milliard de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport à 1985. Cette performance pourrait s'améliorer davantage, compte tenu de l'appréciation marquée de la devise allemande par rapport au dollar canadien au cours de la dernière année. En 1986, plus de 175 entreprises canadiennes ont participé, sous le parrainage du gouvernement canadien, à huit grandes foires commerciales internationales tenues en RFA. Les ventes réalisées sur place ont totalisé 31,9 millions de dollars. Les liens entre les entreprises canadiennes et ouest-allemandes, dans les domaines industriels et scientifiques, ont continué par ailleurs de s'intensifier, et le Canada a encouragé activement la RFA à investir dans l'économie canadienne.

En novembre 1986, s'est tenue à Toronto, sous l'égide de l'organisme canado-allemand du secteur privé « Atlantik Bruecke », une première conférence sur les relations entre le Canada et la RFA et sur les positions des deux pays concernant des questions internationales clés. La réunion regroupait des hommes politiques éminents, des universitaires et des journalistes ouest-allemands et canadiens. Une deuxième conférence est prévue pour l'automne 1987, et cette fois-ci elle aura lieu en RFA.

L'Association des études canadiennes a tenu à Grainau, en février 1987, sa conférence annuelle la plus importante à ce jour, car elle a donné lieu à d'intéressants échanges de renseignements entre universitaires. La conférence de Grainau, financée en grande partie par le Ministère, est désormais reconnue en tant qu'instance internationale des études canadiennes dans les universités européennes d'expression allemande.

France

Les relations avec la France ont été particulièrement intenses durant l'année financière en question. La visite prévue du premier ministre Chirac a été reportée à deux reprises en raison d'une recrudescence des actes terroristes en France et d'une grève générale. En janvier 1987, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, a effectué une visite officielle au Canada en compagnie de M. Noir, ministre délégué au Commerce extérieur, et de M. Léotard, ministre de la Culture et de la Communication. À cette occasion, trois accords furent signés portant respectivement sur la coopération industrielle et économique, l'échange d'étudiants et les doubles impositions.

Les trois commissions mixtes établies avec la France se sont réunies au cours de la période faisant l'objet de ce rapport. La Commission scientifique s'est réunie en juin

86 à Vancouver, la Commission culturelle et la Commission économique respectivement en novembre et à la mi-janvier à Ottawa, sous la coprésidence des ministres Noir et Côté. Fait important à signaler, le prix de l'audio-visuel France-Canada a été décerné pour la première fois en janvier 1987.

Un nombre considérable de visites ministérielles ont eu lieu en France. Le ministre Beatty s'est rendu dans ce pays à deux reprises, notamment à titre de Solliciteur général au printemps et comme ministre de la Défense à l'automne. L'honorable Michel Côté a par ailleurs dirigé une délégation de dix industriels canadiens intéressés à explorer leur association à des projets européens EUREKA. Il importe de mentionner que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a rencontré son homologue, M. Raimond, à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OCDE.

La France et le Canada ont continué à manifester leur désir de collaborer en recherche et développement technologique. Ainsi, la Commission mixte scientifique a étudié une cinquantaine de projets de coopération, a défini des secteurs prioritaires (espace, biotechnologie et océanologie) et des secteurs de l'avenir (technologies arctiques, de l'information et des matériaux nouveaux). Un nouveau programme conjoint a été mis sur pied pour appuyer les échanges de chercheurs spécialisés en développement technologique. L'Accord de coopération industrielle susmentionné est venu confirmer la volonté des gouvernements de rapprocher les entreprises françaises et canadiennes pour le développement de la technologie.

Grâce à un climat économique favorable et un taux de change avantageux pour le dollar canadien, nos exportations vers la France se sont accrues de 34 % en 1986, pour s'élever à 961 millions de dollars, alors que nos importations en provenance de la France ont connu une hausse de 15,4 %, pour atteindre un niveau record de 1,58 milliard. Nos échanges bilatéraux ont donc totalisé 2,54 milliards de dollars en 1986. Ces chiffres situent la France au huitième rang de nos différents partenaires commerciaux en importance, et au troisième rang de nos partenaires en Europe occidentale.

Le commerce n'est qu'un des aspects de nos relations économiques avec la France. En effet, l'ambassade canadienne à Paris et le nouveau consulat canadien à Lyon travaillent activement à promouvoir la coopération industrielle et les investissements. Ainsi, un séminaire mixte sur le thème de la technologie de pointe s'est tenu à Toronto en juin dernier, celui-ci étant organisé conjointement avec la Chambre de Commerce du Canada. De plus, un séminaire sur les investissements et les transferts de technologie dans l'industrie agro-alimentaire a eu lieu à Toronto en octobre 1986.

La France est toujours le sixième investisseur étranger au Canada, la valeur comptable des investissements directs français au Canada s'élevant, à la fin de 1985, à 1,43 milliard de dollars, soit près de 2 % de la valeur comptable de tous les investissements étrangers directs au Canada. L'investissement direct canadien en France, bien que modeste en comparaison, s'est quand même accru ces dernières années, et l'ouverture du marché français aux investisseurs étrangers devrait accentuer cette tendance.